

La santé, nouvel horizon d'un futur désirable

Laurence Bedeau

Associée au sein du cabinet d'études et de conseil en stratégie de communication ELABE



Laurence Bedeau est associée au sein du cabinet d'études et de conseil en stratégie de communication ELABE. Spécialiste de l'écoute et de l'analyse des mouvements d'opinion, experte des enjeux écologiques et de responsabilité des entreprises, elle accompagne des entreprises du CAC 40 ou du SBF 120, des entreprises publiques, des fédérations professionnelles et des institutions dans leurs enjeux de transformation, de gestion de crise ou de communication corporate.

Si la crise écologique est progressivement devenue l'affaire de tous – notamment sous l'effet de la prise de conscience de son impact sur la santé – la transition écologique, elle, semble aujourd'hui être devenue une nouvelle fracture sociale. Dans de nombreux pays, deux blocs se font face : les tenants d'une « pause écologique » d'un côté, qui alimentent le fameux « *backlash* écologique »¹ ; et de l'autre les partisans de l'accélération de la transition.

Pourtant, n'appréhender la crise écologique que sous l'angle conflictuel serait une erreur. Car au-delà des clivages, parfois réels, souvent surinterprétés, de véritables points de consensus existent.

Comme le démontre la deuxième édition du Baromètre de la Transformation écologique, mené par ELABE pour Veolia, la gravité du danger sanitaire induit par la crise écologique est désormais une certitude universelle et une peur personnelle. 75 % des habitants du monde sont certains que « *le changement climatique est la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée* ». 64 % se sentent exposés et vulnérables à un risque sanitaire, tant physique que mental.

Ce sentiment de vulnérabilité sanitaire n'est pourtant pas de ces peurs qui figent. Au contraire. La perspective d'une vie en meilleure santé est le principal levier d'acceptabilité, et même de désirabilité, de la transformation écologique.

INTRODUCTION

Sommes-nous (toujours) prêts pour la transformation écologique ? Pour répondre à cette question, Veolia et ELABE ont mené, dans 26 pays et auprès de 60% de la population mondiale, la 2^{ème} vague du Baromètre de la Transformation écologique.

Alors que « *nous vivons un effondrement climatique en temps réel* »², et que la moitié de la population mondiale est appelée aux urnes en 2024, partout dans le monde les politiques environnementales sont source de tensions et de divisions, attisées par des voix qui appellent à une « *pause écologique* ».

Sont-elles représentatives de l'opinion publique mondiale ? Si une forme de déni climatique progresse en effet, la certitude qu'une crise écologique est en cours reste partagée par près de 9 habitants du monde sur 10. Et ils sont une large majorité à en redouter les conséquences sur leur santé et celle de leurs proches. À ce titre, ils sont prêts à agir !

¹ Retour de bâton ou rejet écologique, désignant une résistance de la population face aux initiatives et politiques environnementales.

² Déclaration António Guterres, secrétaire général des Nations unies, en novembre 2023.

LE JOUR OU L'ÉCOLOGIE EST DEVENUE LE PROBLÈME DE TOUS... ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE UNE NOUVELLE FRACTURE DES SOCIÉTÉS

Le jour où l'environnement est devenu le problème de tous

Avant 2020, la crise environnementale est la cause d'une minorité grandissante - mais toujours minoritaire - et l'inquiétude, ponctuelle, d'une petite majorité.

Née dans les années 70, l'écologie politique est ignorée de la majorité de l'opinion publique pendant deux décennies. C'est surtout à partir des années 90 que la préoccupation déclarée dans les études d'opinion augmente sensiblement, sous l'effet conjugué de campagnes de sensibilisation, d'une mise à l'agenda politique international et national, et d'événements traumatisants. L'origine de ces événements n'est pas toujours à chercher du côté du dérèglement climatique mais, à l'époque, ces derniers lui sont attribués (les inondations de 1992, la tempête de 1999, la marée noire de janvier 2000 ou encore la canicule de l'été 2003). On se lasse toutefois d'avoir peur. L'inquiétude reflue à mesure que diminue la présence des images dans les médias et que s'estompe l'émotion, sincère mais par nature et par nécessité, temporaire. A ce reflux contribuent également les coups de boutoir d'injonctions économiques et sociales qui déplacent rapidement et légitimement l'attention sur la « fin du mois ».

Puis la « fin du monde » se signale de plus en plus souvent, de plus en plus violemment. Elle se fait sentir dans le quotidien de chacun et pèse sur la santé de tous.

La connaissance du lien entre santé et pollutions par le grand public a été un « accélérateur de conscience écologique » dès le début des années 2000. Cette conscience s'est progressivement accrue dès lors que notre quotidien (et non plus seulement cette abstraite « planète ») est régulièrement devenu une répétition générale de ce qui pourrait devenir un état permanent : canicules, sécheresses, incendies, pics de pollution, inondations...

Entre 2011 et 2016, la part des Français jugeant l'état de l'environnement dans leur commune comme bon est passée de 58 % à 34 %³. Sur la même période, la proportion des Français déclarant ressentir personnellement les conséquences du dérèglement climatique dans leur quotidien est passée de 43 % à 60 %⁴.

« Entre 2011 et 2016, la part des Français jugeant l'état de l'environnement dans leur commune comme bon est passée de 58 % à 34 %. Sur la même période, la proportion des Français déclarant ressentir personnellement les conséquences du dérèglement climatique dans leur quotidien est passée de 43 % à 60 % . »

Les conséquences de ce dernier, notamment sanitaires, ne sont plus hypothétiques. Promises aux « générations futures », elles se font sentir ici et maintenant. Nous sommes passés de la théorie à l'expérience : maladies respiratoires chroniques, troubles cardiovasculaires, virus zoonotiques... Pollutions et événements climatiques ne font de distinction ni d'origine, ni de classe, ni de conviction partisane, ni de religion. L'environnement est devenu un enjeu de bien-être personnel, et donc le problème de tous.

La pandémie de Covid-19 a été l'acmé de la prise de conscience de la menace que représente la crise écologique, pas tant pour la planète, mais pour la qualité de vie et la santé des femmes et des hommes qui l'habitent.

Cette crise a sacralisé la santé - depuis 2020, il n'est pas un sondage sur les priorités des Français qui ne place très haut ce sujet - et a fait (re)découvrir l'extrême vulnérabilité de l'être humain. 4,6 milliards de femmes et d'hommes, soit 60 % des habitants de la planète, ont dû se confiner pour protéger leur vie et celle de leurs proches.

Alors que l'on vivait dans la croyance que notre santé ne dépendait que de la qualité de nos systèmes curatifs, la Covid-19 nous a rappelé les liens étroits qui unissent la santé des humains, celle des animaux et celle des écosystèmes. Nous nous savions « une seule planète »⁵, nous nous découvrons « une seule santé »⁶.

Quand la transition écologique devient une nouvelle ligne de fracture des sociétés

Il serait naïf, voire malhonnête d'ignorer les voix divergentes, la résistance tenace du climato-scepticisme et les arbitrages individuels et publics en défaveur de l'environnement. Ils sont légion, partout, et peuvent ressurgir à tout moment. Déjà parce qu'il ne suffit pas d'avoir peur pour renoncer aux modes de vie que des générations ont façonné. Mais aussi parce que d'autres craintes, économiques, sociales ou sécuritaires, peuvent concurrencer le sentiment de vulnérabilité écologique.

Aujourd'hui, ce sont ces mécanismes qui nourrissent ce qui est qualifié de « backlash écologique ».

Une poussée inflationniste telle que beaucoup de sociétés occidentales n'en avaient plus connu depuis plusieurs décennies, provoquée par le retour de la guerre sur le sol européen et ses conséquences sur les prix de l'énergie et de l'alimentation, relativise la priorité accordée à la question écologique. De telles crises rendent à nouveau acceptable l'antagonisme de la fin du mois et de la fin du monde.

3 INSEE. (2011 et 2016). Baromètre annuel sur les opinions et pratiques environnementales des Français. Service de la donnée et des études statistiques.

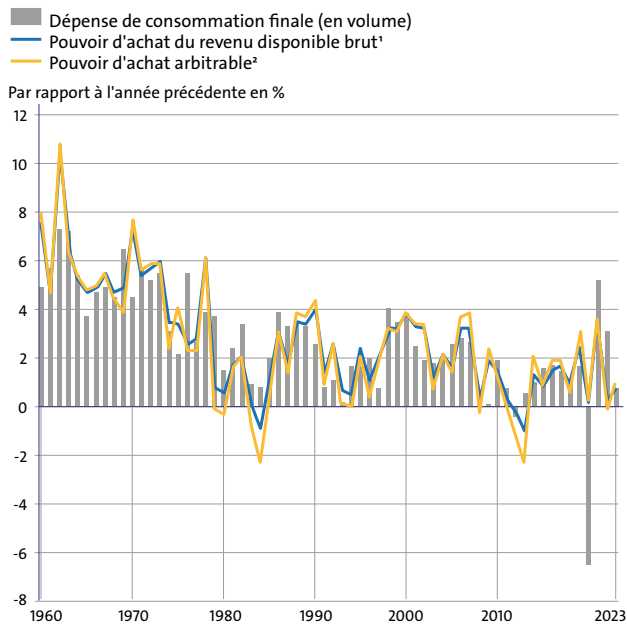
4 INSEE. (2011 et 2016). Baromètre annuel sur les opinions et pratiques environnementales des Français. Service de la donnée et des études statistiques.

5 En décembre 2017, deux ans après la signature de l'Accord de Paris, entreprises, Etats, institutions publiques et philanthropes réunis au One Planet Summit rappelaient d'une même voix : « Nous sommes UNE SEULE planète ».

6 « One Health », un principe formulé par l'OHHLEP (One Health High-Level Expert Panel).

En France, le pouvoir d'achat occupe depuis 2 ans, sans discontinuité, la première place parmi les préoccupations des Français (*Illustration 1*).

Illustration 1 : Evolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages de 1960 à 2023



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.

Lecture : en 2023, la dépense de consommation finale des ménages augmente de 0,8% en volume ; le pouvoir d'achat du revenu disponible brut augmente de 0,8%.

Champ : France, ménages y compris entreprises individuelles.

Source : INSEE, comptes nationaux - base 2020.

Si le « changement climatique » reste aujourd'hui cité par 35% des Français comme un enjeu prioritaire de l'UE, il est largement distancé par « la crise migratoire » (42%) et talonné par « l'avenir de l'agriculture » (35%)⁷ - que certains, à la faveur des protestations agricoles qui ont secoué l'Europe au premier trimestre 2024, ont cherché à opposer à la transition écologique.

À certains égards, nous sommes revenus à la situation des années 90 : l'environnement reste une préoccupation, mais l'attention de l'opinion publique se porterait sur des incendies jugés plus violents, plus brûlants, et se laisserait convaincre que, pour les éteindre, il faut choisir ses combats.

Mais contrairement aux années 90, ni les partisans d'une « pause écologique » ni ceux de l'accélération de la transition ne rassemblent une majorité écrasante. Dans la plupart des sociétés occidentales, ces deux blocs se font face.

L'opposition entre les personnes faisant de la question environnementale leur priorité et celles qui en font un aspect secondaire peut désormais être considérée comme le premier clivage des sociétés (occidentales) contemporaines.

Pour Catarina Heeckt et Francesco Ripa, chercheurs à la London School of Economics, « *une action climatique ambitieuse est devenue la nouvelle ligne de front des guerres culturelles* »⁸.

La transition est devenue une nouvelle fracture entre, d'un côté, des citoyens « protégés » des crises par leur capital économique, social et culturel et qui peuvent et veulent creuser le sillon de l'écologie individuelle et citoyenne ; et de l'autre des populations précaires contraintes et encouragées, à des fins électoralistes, à renoncer à la transition.

Partout dans le monde, des forces politiques tentent d'orienter contre la transition écologique la peur du déclassement ressentie par ces catégories populaires. Ces partis prospèrent sur l'incapacité à créer un imaginaire écologique désirable et attisent leurs ressentiments contre des politiques écologiques, qui, faute d'avoir été pensées dans une dimension systémique, les fragilisent sur le plan économique et les bousculent dans leur manière de vivre. Aussi, le déni climatique progresse, en particulier au sein des catégories les plus modestes⁹ (*Illustration 2*).

Pourtant, n'appréhender la transition écologique que sous l'angle conflictuel serait une erreur. Si la voie de la transition (normes, rythme...) fait débat, le sentiment de vulnérabilité écologique demeure, lui, universellement partagé.

PARTOUT ET POUR TOUS, LES RISQUES SANITAIRES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET DES POLLUTIONS SONT UNE CERTITUDE

Du Nord au Sud, la gravité du danger sanitaire de la crise écologique est désormais une certitude universelle

Le 11 octobre 2021, quelques jours avant l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Glasgow (COP26), l'OMS déclarait que « **le changement climatique est la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée** ».

Cette affirmation, 75%¹⁰ des habitants du monde la partagent. Face aux risques sanitaires, aucun pays ne se sent en sécurité. Davantage ressentie dans l'hémisphère Sud, cette inquiétude est largement majoritaire dans tous les pays. Le PIB plus important et les systèmes de santé plus performants des pays du Nord ne protègent plus leur population de cette crainte.

4 continents sont représentés parmi les 8 pays où elle est partagée par plus de 80% des habitants : Inde (87%), Colombie (86%), Brésil (85%), Chine (85%), Mexique (84%), Italie (82%), Chili (81%), Nigéria (80%)¹¹. Même dans les pays où cette déclaration est plus soumise à débat, elle est partagée par plus de 6 habitants sur 10 : 62% en République Tchèque (où le déni climatique a augmenté de 5 points en 2 ans), 63% aux USA et en Australie (deux pays où la certitude de l'existence du dérèglement climatique est plus faible que la moyenne mondiale) (*Illustration 3*).

8 Heeckt, C., & Ripa, F. (2023, November 8). Is Europe's green wave turning blue? Making sense of the rightward shift in European cities. [La vague verte de l'Europe devient-elle bleue ? Comprendre le virage à droite des villes européennes.] The London School of Economics and Political Science.

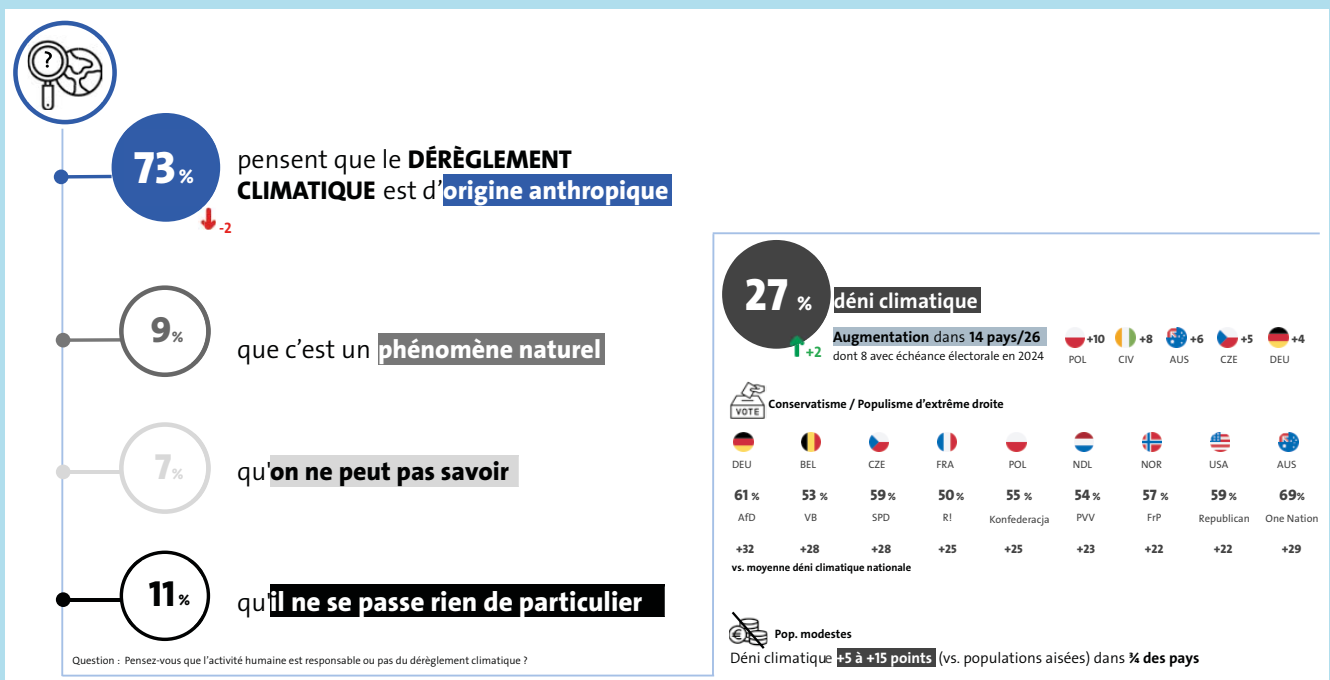
9 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

10 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

11 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

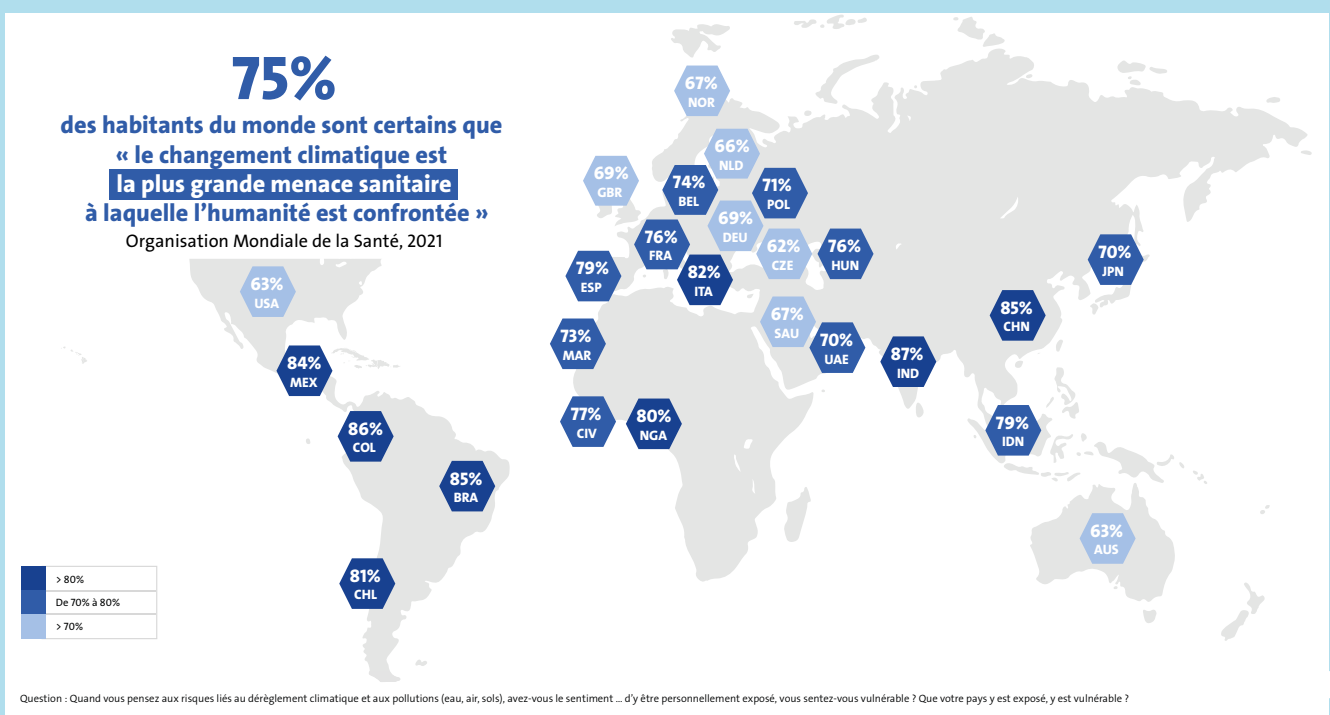
7 Quatrième vague de l'enquête Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde.

Illustration 2 : Le déni climatique progresse parmi les conservateurs et populistes du monde entier



Source : Etude ELABE pour Veolia, Baromètre de la Transformation écologique, 2024.

Illustration 3 : La gravité du danger sanitaire est devenue une certitude mondiale

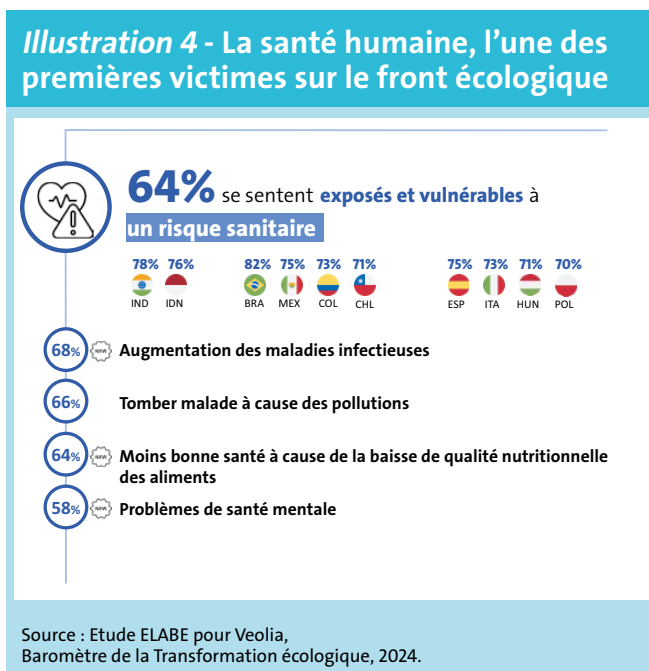


Source : Etude ELABE pour Veolia, Baromètre de la Transformation écologique, 2024.

Peur universelle, le risque sanitaire que représente la crise écologique est aussi un ressenti individuel

Cette crainte des conséquences sanitaires du dérèglement climatique et des pollutions n'a rien d'abstrait, de distant. **Ce n'est pas juste « l'humanité » qui est menacée, c'est « moi » personnellement.**

64% des habitants du monde se sentent exposés et vulnérables à un risque sanitaire, tant physique que mental. Et plus encore que la crainte collective pour « l'humanité », ce sentiment de vulnérabilité individuelle transcende les clivages Nord/Sud. Il est tout aussi prégnant en Amérique du Sud qu'en Asie du Sud-est, en Europe du Sud que dans une partie de l'Europe de l'Est (**Illustration 4**).



Toutefois, force est de constater que le risque sanitaire n'est pas de ces peurs qui figent. Au contraire, plus qu'aucun autre déterminant, elle incite à l'action.

L'ESPOIR SANITAIRE SUSCITÉ PAR LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE EST UN LEVIER DE SA DÉSIRABILITÉ

La perspective d'une meilleure santé : premier bénéfice attendu de la transformation écologique

L'imaginaire écologique est encore un vaste chantier qui, en manque d'architectes comme d'ouvriers, semble davantage se dégrader que s'élever. 62% des habitants du monde (+2 points depuis 2022) ont du mal à imaginer à quoi pourrait ressembler la vie quotidienne après la transformation écologique¹².

Pourtant, ils sont très clairs sur ce que devraient être les fondations de ce futur désirable façonné par la transformation écologique : **ils expriment avant tout une aspiration à vivre en meilleure santé (77%)**. Et, comme en écho à l'éco-anxiété grandissante, ils sont 70% à réclamer une vie plus sereine¹³.

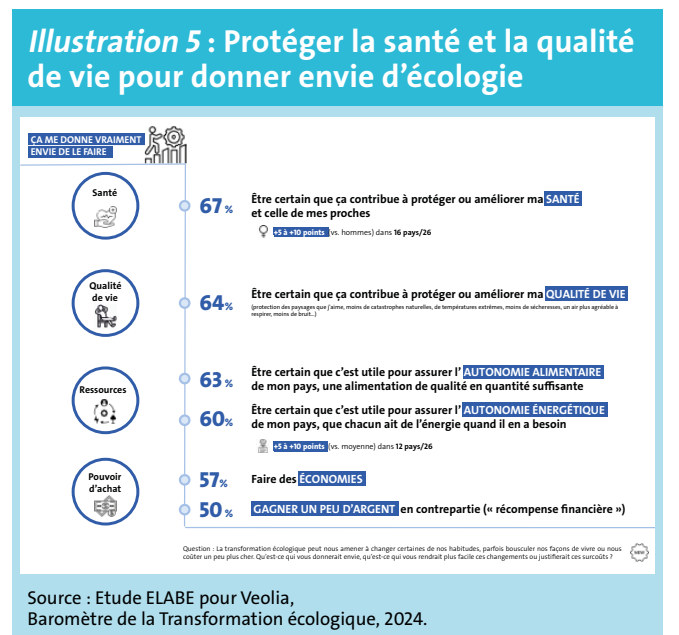
L'espoir d'une meilleure santé, physique comme mentale, suscite davantage d'attentes que le bonheur (70%) et le confort (63%), souvent présentés comme seuls horizons des sociétés modernes. Il ne s'agit pas de dire que les habitants du monde sont prêts à sacrifier bonheur et confort sur l'autel de la santé – menace fantasmagique agitée par les détracteurs d'une prétendue « dictature sanitaire ». Mais ils sont convaincus que toute prospérité, collective comme individuelle, ne peut s'ériger que sur des fondations sanitaires saines et protégées des pollutions comme des aléas climatiques.

La préservation de la santé : condition d'acceptabilité, voire de désirabilité des solutions de la transformation écologique

Partout dans le monde, les pouvoirs publics non climato-sceptiques et les chercheurs en sociologie, sciences politiques ou philosophie, sont confrontés à la même question : quelles sont les conditions d'acceptabilité des politiques écologiques ?

Parmi toutes les pistes avancées, il en est une qui est souvent sous-estimée : la promesse d'une meilleure santé physique et mentale. **S'ils sont certains que les actions écologiques contribueront à protéger ou améliorer leur santé ou celle de leurs proches, 67%¹⁴ des habitants du monde ont envie d'agir et de consentir aux surcoûts et changements de comportements que provoqueront la plupart de ces actions.**

Le bénéfice sanitaire des actions de transformation écologique est un levier de conviction légèrement plus efficace que les gains en matière de qualité de vie (64%), et même nettement plus que la perspective d'une amélioration du pouvoir d'achat (50 à 57%) (**Illustration 5**).



12 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

13 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

14 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

Le moteur sanitaire de la transformation écologique fonctionne dans tous les pays étudiés. Partout, il produit un arbitrage en faveur de l'action malgré les surcoûts financiers ou l'évolution de comportements induits par cette transformation. Et ce auprès de toutes les populations, tous genres, générations et niveaux de revenus confondus. Bien sûr, le niveau d'acceptabilité des surcoûts financiers demeure conditionné au niveau de revenus des individus : chez les catégories modestes, cette acceptabilité est systématiquement inférieure de 10 à 20 points par rapport à la moyenne... tout en restant au-dessus des 50 %¹⁵. Cette envie d'action est en revanche significativement plus forte chez les femmes que chez les hommes (de l'ordre de 5 à 10 points de plus dans 16 des 26 pays étudiés). Ces dernières ressentent souvent de manière plus aigüe un sentiment de vulnérabilité écologique (+5 à 10 points dans 10 des 26 pays étudiés).

Si le gain sanitaire motive toujours majoritairement l'effort individuel, il est aussi au cœur de la feuille de route que les habitants du monde adressent à leurs dirigeants. Ceux-ci enjoignent leurs élus/responsables locaux à tenir compte de la protection de la santé (97 %) dans leurs décisions relatives à la gestion de l'eau, des déchets et/ou de l'énergie. La préoccupation sanitaire doit, dans tous les pays du monde et auprès de toutes les catégories de population (y compris les plus modestes) avoir une place plus structurante que le prix final pour le consommateur dans leurs arbitrages¹⁶.

Preuve en est avec le cas des micropolluants dans l'eau et la pollution des sols. Les habitants du monde sont prêts à payer un peu plus chers leur eau et leurs aliments pour financer la mise en place des solutions permettant de traiter ces pollutions jugées inadmissibles.

15 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

16 Elabe & Veolia. (2024). Baromètre de la Transformation écologique. <https://elabe.fr/baro-transformation-ecologique-2/>.

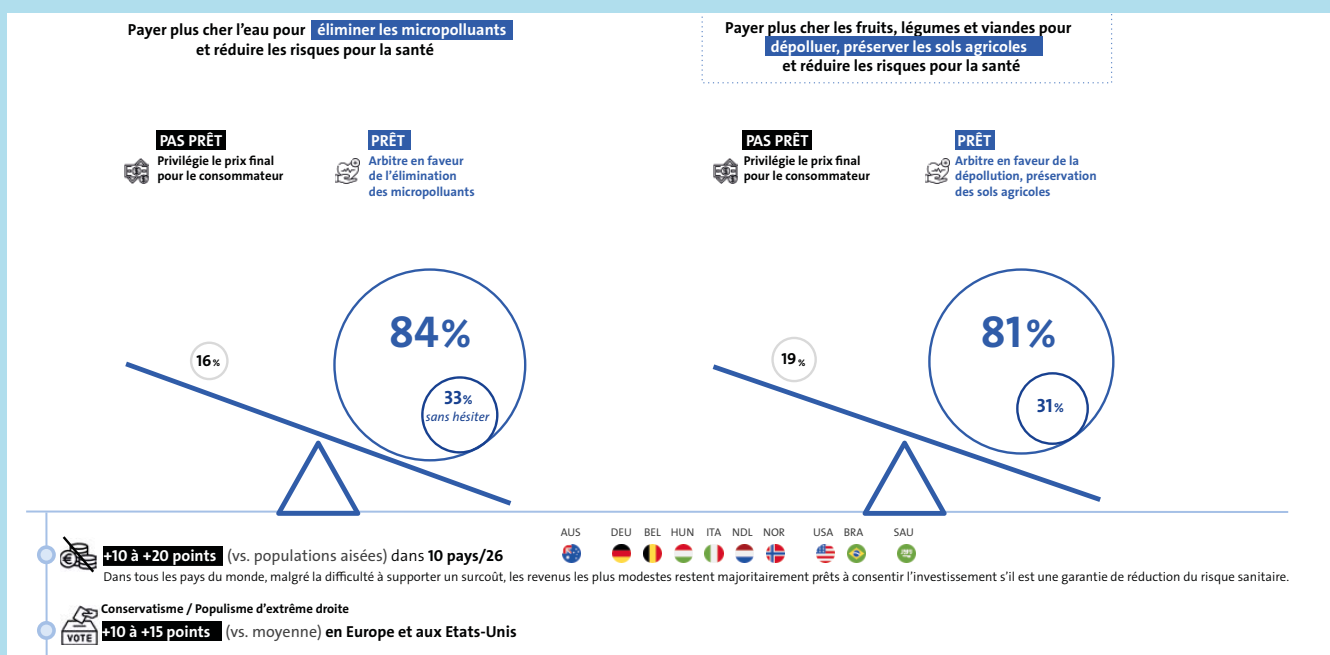
CONCLUSION

« La peur ne peut se passer de l'espoir et l'espoir de la peur » nous disait en son temps Spinoza. Aujourd'hui, la transition écologique peut faire pencher la balance en faveur de l'espoir, si ses promoteurs parviennent à raconter et à prouver qu'elle est la voie d'une meilleure santé pour chacun. Le sentiment de vulnérabilité sanitaire auquel la crise écologique expose une grande partie du monde nourrit en effet une volonté d'agir radicalement nouvelle.

De la volonté à l'action, voilà le dernier tiers du chemin. Certains s'inquiètent que nous l'abordions, dans toute sa difficulté, avec un retard certain. De longues étapes ont en effet été nécessaires pour parvenir jusqu'ici : il a fallu près de quatre décennies pour installer la prise de conscience environnementale au cœur du débat public, puis, quelques années supplémentaires pour que le tourment devienne consentement. Trop de « temps perdu », certainement. Mais aussi beaucoup d'expérience acquise, quelques freins levés et un imaginaire écologique qui commence à s'esquisser. S'il y a encore un pas entre le consentement et le changement, nous avons désormais plus d'outils pour bâtir les ponts qui permettront de le franchir.

Sommes-nous (toujours) prêts pour la transformation écologique ? Définitivement, la réponse est oui : plus prêts et plus près.

Illustration 6 : Micropolluants et pollution des sols : inadmissibles, les risques sanitaires motivent l'acceptabilité d'un surcoût, au-delà des clivages socio-économiques



Source : Etude ELABE pour Veolia, Baromètre de la Transformation écologique, 2024.